

troisièmement, des mesures pour atténuer les répercussions de la hausse des prix sur les Canadiens les plus exposés aux effets de la hausse excessive des prix de l'alimentation.

Les secteurs touchés par le programme ministériel coïncident avec ceux que visent les recommandations du premier et du second rapport du comité spécial. Les faits démontreront, je pense, que le gouvernement, par ses initiatives, a donné suite de façon positive à toutes les recommandations du comité spécial sur les tendances des prix de l'alimentation.

L'un des éléments importants du deuxième rapport que le député de Saint-Jean-Est a appuyé avec grand enthousiasme est celui qui reprend l'une des conclusions du premier rapport, notamment que la première cause de la hausse dramatique du prix des aliments au cours de l'année dernière au Canada semble être une pénurie à l'échelle mondiale des denrées alimentaires de base. Autrement dit, le problème n'est pas uniquement canadien, il est mondial.

M. Baldwin: Prenons-nous en aux conditions atmosphériques.

M. Gray: Les mesures prises par le gouvernement en vue de régler ce problème ont été formulées de façon à tenir compte de cette perspective internationale.

Au cours du débat précédent sur la motion visant à l'adoption des recommandations du premier rapport du comité, motion présentée le 10 avril, j'ai dit que les contrôles ne sont pas la solution certaine de ces problèmes; après tout, les contrôles présentés à un moment inopportun, sans tenir compte des éléments fondamentaux régissant la production des aliments pourraient fort bien entraîner une réduction de l'approvisionnement et, à long terme, une augmentation induite des prix des aliments encore plus générale que celle à laquelle nous avons dû faire face l'année dernière. A mon avis, les événements aux États-Unis ont fini par confirmer cette affirmation. Depuis avril, nous avons vu aux États-Unis la montée, puis l'échec de la politique aux termes de laquelle on tentait de limiter l'augmentation du prix des aliments au moyen de gels et de contrôles des prix. En général, à l'heure actuelle, on estime, même au sein du gouvernement américain que la décision de geler les prix était une erreur et qu'il vaut mieux essayer de résoudre le problème de l'augmentation effrénée du prix des aliments en encourageant les producteurs de denrées alimentaires à augmenter l'approvisionnement d'une façon aussi efficace et concurrentielle que possible.

● (1740)

Si l'on s'en tient aux recommandations du comité spécial, il semble que la plupart de ses membres souscrivent fondamentalement à cette façon d'aborder à long terme la question du prix des aliments. Fait intéressant, lorsqu'ils se sont penchés sur l'expérience des États-Unis, un grand nombre de commentateurs ont fait remarquer que le gel des prix avait entraîné des pénuries et par la suite des prix encore plus élevés. Hier encore, Edward Cowan écrivait à Washington dans le *Times* de New York un article où l'on trouvait ces lignes:

Avec le passage de la phase 2 à la phase 4 du blocage imposé par l'administration Nixon, l'enchantement qu'a pu susciter il y a un an le contrôle des prix, semble s'être dissipé comme une illusion.

Le parti conservateur entend fonder la politique du pays sur quelque chose d'illusoire. M. Cowan continue:

La première raison, c'est que les prix continuent d'augmenter, rapidement même, 25 mois après que le président, qui s'opposait

Prix de l'alimentation

résolument au contrôle, y a eu recours. Le blocage que M. Nixon a décrété le 13 juin a été suivi par une autre poussée inflationniste. Même les économistes de l'administration y voient une relation de cause à effet.

M. Bell: A quelle date remonte cet article, s'il vous plaît?

M. Gray: Hier, dimanche, 16 septembre.

M. Bell: Vous devriez voir le journal d'aujourd'hui.

M. Gray: Une des décisions prises par le gouvernement actuel a été de tenir sous peu une conférence fédérale-provinciale spéciale pour instituer des mesures propres à assurer une augmentation ordonnée des aliments au Canada et il a manifesté son consentement de ce faire en assurant aux agriculteurs canadiens que toute augmentation de production sera, plus qu'autrefois, accompagnée d'un revenu raisonnable. A mon avis, c'est un secteur qui comporte des solutions fondamentales de longue portée à l'augmentation extraordinaire du prix des aliments qui a frappé l'économie canadienne cette année.

Il faut d'autres mesures pour accroître le ravitaillement de manière ordonnée, trouver des débouchés pour les produits alimentaires, ce qui, espérons-le, permettra d'éviter aussi rapidement que possible une hausse vertigineuse des prix comme celle du prix des céréales fourragères, du bœuf, de la volaille et du porc. L'agriculteur canadien cherche une plus grande stabilité de revenu et le consommateur ne veut pas connaître d'augmentation du budget alimentaire comme celle de cette année; c'est le but permanent du gouvernement d'atteindre ces objectifs.

Le gouvernement a déjà pris des mesures pour contrer l'augmentation du prix de plusieurs marchandises essentielles. Les systèmes de contrôles sur les exportations de bovins et de porcins annoncés au mois d'août ont eu un effet salutaire sur le prix du bœuf et du porc. Le gouvernement a également pris des mesures pour devancer les augmentations du prix du pain et du lait qui étaient prévues. Ces mesures montrent que le gouvernement s'efforce de régler les problèmes exposés dans les recommandations nos 8 et 9 du comité spécial, c'est-à-dire:

Parce qu'un approvisionnement suffisant d'aliments essentiels est vital, le Comité recommande que le gouvernement fédéral étudie l'opportunité de mettre en œuvre immédiatement des lignes de conduite visant à encourager les cultivateurs à augmenter constamment la production de denrées principales de façon à prévoir un revenu juste pour sa famille et les aliments nécessaires à un prix raisonnable pour le consommateur.

Voici ce que dit en partie la recommandation n° 9:

Le comité recommande que le gouvernement fédéral étudie l'opportunité de protéger le marché canadien des pressions qu'exercent sur lui les exigences mondiales...

Le deuxième élément du programme gouvernemental comporte des mesures visant à protéger le consommateur contre ceux qui peuvent tirer parti de la situation actuelle pour augmenter les prix de manière injustifiée. Plusieurs des recommandations du deuxième rapport du comité spécial expriment le même souci. Je pense aux recommandations qui portent sur la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires et sur la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Le deuxième rapport du comité recommande que:

La Commission de révision des prix de l'alimentation commence immédiatement à étudier les répercussions des contrôles des prix décrétés par les autres pays sur les prix et la disponibilité des aliments dans ces pays. En outre le Comité lui déconseille toute tentative de s'ériger seulement en organisme d'éducation.